Même les riches émirats sont gagnés par la révolte

Un autre pays du Golfe, le sultanat d'Oman, 2,9 millions d'habitants, frontalier du Yémen, est à son tour le théâtre de manifestations populaires. Plus sociales que politiques. Depuis trois jours, des chômeurs et des salariés réclament plus d'emplois, des hausses de salaires et des poursuites judiciaires contre les ministres corrompus. A Sohar, 50 000 habitants, première ville industrielle et deuxième port du Sultanat, à 200 km de la capitale Mascate, des blindés sont intervenus hier contre les manifestants qui bloquaient ce port du détroit d'Ormuz. La protestation sociale s'est étendue à Mascate, Sallalah, l'oasis de Buraïmi. Depuis dimanche, six personnes ont été tuées. La promesse de création de 50 000 emplois, une hausse du salaire minimum de 30%, une allocation de 390 dollars par mois aux chômeurs, n'ont pas apaisé la tension.

Dans ce pays riche, où le PIB par habitant est de 16 200 dollars, où le taux d'accroissement naturel de la population (3%) est supérieur au taux de croissance économique, le taux de chômage des jeunes et des diplômés approche les 20% et ces protestations sociales peuvent vite se transformer en revendications politiques. Car, à l'instar de certaines pétromonarchies du Golfe, Oman, en dépit de quelques réformes – droit de vote et d'éligibilité aux femmes, création d'un parlement consultatif qui ne dispose pas du droit de légiférer – est une monarchie absolue où le roi Kabous Ben Saïd dispose de tous les pouvoirs et où les partis politiques sont interdits !

Reste qu'en raison de sa position stratégique – Oman contrôle la sécurité du détroit d'Ormuz par où transitent 40% du pétrole exporté dans le monde – à moins de 100 km des côtes iraniennes, la crise qui sévit dans ce pays préoccupe les Etats-Unis qui ont dépêché l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmées, à Mascate mais aussi à Bahreïn qui s'enfonce dans une crise menaçant la dynastie des Al-Khalifa au pouvoir depuis 230 ans.

Dans ce petit royaume (1,2 million d'habitants dont plus de 500 000 immigrés), une presqu'île reliée à l'Arabie saoudite par un pont-digue de 25 km , où mouille la Ve flotte américaine, la contestation socio-politique en est à son seizième jour. Elle est le fait des chiites, 70% de la population, socialement discriminés par rapport aux sunnites (30%), qui tiennent les rênes du pouvoir. Comme ailleurs, l'usage de la force contre une manifestation, à l'origine sociale, a été contre-productif. La protestation populaire, soutenue par l'Union générale des syndicats, s'est vite transformée en contestation politique. Aux cris de «Assez de 230 ans d'injustice», les protestataires, qui occupent le centre de Manama, réclament désormais une monarchie constitutionnelle et plus de libertés, quand ce n'est pas «la chute du régime» qui est demandée. Et en point d'orgue, l'opposition chiite (18 députés sur 40) a suspendu sa participation au parlement, jugeant «insuffisante» l'offre de dialogue national du roi Hamad Ben Issa el-Khalifa, exigeant au préalable la démission du gouvernement.

Par Hassane Zerrouky

Tout comme Washington, les autres pays du Golfe, surtout l'Arabie saoudite où de plus en plus de voix appellent à des réformes, observent avec inquiétude les crises qui secouent ces deux monarchies et le Yémen. Même l'Iran, qui fait mine de s'en réjouir, n'est pas du tout à l'abri.

Mardi à Téhéran, la police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs centaines de jeunes qui réclamaient la libération de deux dirigeants de l'opposition, en l'occurrence Mirhossein Moussavi et l'imam Mehdi Karoubi, qui n'ont plus été vus en public depuis qu'ils ont appelé à un rassemblement, le 14 février dernier. Ce jour-là, plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées à Téhéran pour soutenir les révolutions tunisienne et égyptienne.

H. Z.

LADDH

Une cellule pour lutter contre la corruption

«La banalisation du phénomène de corruption généralisée qui sévit actuellement en Algérie est un danger réel auquel notre pays peut être confronté.» C'est par cette déclaration sans ambages que le président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), maître Bouchachi, a annoncé hier au cours d'une conférence de presse, la création au sein de la LADDH, d'une cellule spéciale chargée de la protection des deniers publics et de la lutte contre la corruption.

Cette commission sera amenée à sensibiliser la population sur les questions de gabegie et de détournement de fonds, notamment au sein de la sphère étatique, une situation «dramatique» qui minerait selon le président de la LADDH le fonctionnement de nos institutions. Le conférencier a ainsi déclaré que «l'exemple devrait venir d'en haut» et qu'il ne devrait pas avoir une logique de «deux poids, deux mesures» dans les sanctions infligées à ceux qui violent les lois de la république, rappelant les différentes «affaires» de corruption qui ont émaillé le sommet de la sphère politique, les qualifiant de «scandales étouffés» par un pouvoir judiciaire aux «ordres».

Monsieur Bouchachi a ensuite argumenté que le phénomène de corruption était «co-substantiel» au système décisionnel actuel et qu'il y avait nécessité de mettre en place de réels contre-pouvoirs visant à assurer l'indépendance de la justice. Ce qui permettrait, selon ce dernier, une nette amélioration du fonctionnement des moyens de lutte contre la corruption.

M. Bouchachi a également profité de cet occasion pour mettre en évidence ce qu'il considère un phénomène de corrélation, entre la gabegie et la corruption généralisée, qui caractérisent la plupart des régimes autoritaires, et les révolutions qu'a connues le monde arabe ces dernières semaines, saluant le courage des Egyptiens et des Tunisiens qui ont «chassé leurs tyrans», et appelant le gouvernement algérien à organiser pacifiquement sa propre succession.

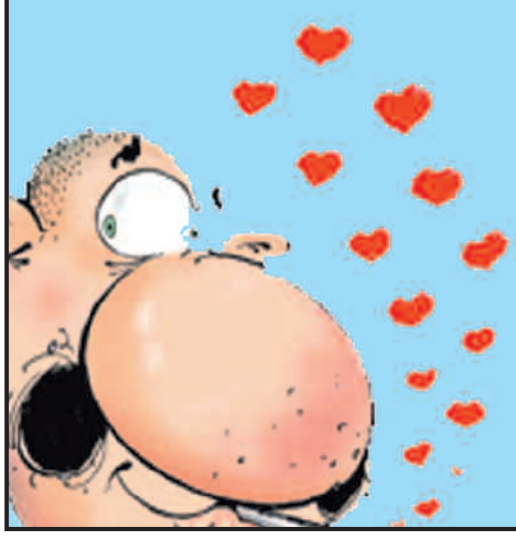
Samir Hamma

Le Soir sur Internet : http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Nous, pas dictature ! Non ! Nous, juste un peu énervés !

Kadhafi vient de prononcer son 3e discours. Ça y est ! Le compte est bon !

Dégage !

Quelle est la limite entre un régime dictatorial et un pouvoir autoritaire ? Ça pourrait faire un bon sujet de philo au bac. A la seule condition bien sûr qu'avant juin, Benbouzid soit appelé à occuper un autre ministère 15 autres années successives. Nous n'y sommes pas encore, et il nous faut donc répondre tout seuls, comme des grands à cette question. Eh oui ! Qu'est-ce qui nous permet de dire que Ben Ali est moins autoritaire que Moubarak ou que Kadhafi est plus dictateur que les deux précités réunis ? Y a-t-il des normes universellement admises ? Une sorte d'échelle Richter de l'autoritarisme et de la dictature ? Question encore plus pointue : qu'est-ce qui autorise à décréter qu'avant les indices «autoritaire» et «dictateur» existerait sur cette échelle un palier, celui de «républicain énervé», certains n'hésitant pas ces dernières heures à y classer allégrement Abdekka pour mieux nous le vendre comme supportable ? En matière de poids et de mesures, je sais qu'existe une institution officielle, elle-même affiliée à des organismes internationaux dotés d'instruments d'étalonnage universellement admis et respectés. Les kilos et les grammes étant pesés de la même manière à Bamako ou à Brisbane, si l'on excepte bien évidemment l'exception britannique. Mais dans le domaine de l'autoritarisme et de la dictature, qui décide, qui décrète et qui étalonne ? Moi, ce que j'en dis, c'est par rapport à ceux qui tentent de m'expliquer vaillamment que si les Algériennes et les Algériens ne sortent pas encore en masse manifester leur rage et dénoncer leur mal-vie, c'est parce que Boutef' n'a pas encore atteint les paliers critiques de l'autocrate ou du dictateur, et qu'il en est encore au stade du républicain énervé. A mon avis, il faut rendre hommage à ces vendeurs-là. Il n'est jamais facile d'écouler une marchandise pareille. Ça relève de la prouesse. Pour une raison toute simple, c'est que devant le républicain énervé, juste devant, à quelques mètres à peine des murailles du Palais, en haie d'honneur, en herses permanentes sont plantées depuis des semaines des rangées de policiers. Des milliers d'hommes en bleu partageant avec le châtelain une caractéristique. Eux aussi sont très énervés. Très très énervés. Mais jusque-là, pas de quoi faire mouiller de gros navires de la Navy au large de nos côtes. Non, pas de quoi ! Car nous ne sommes ni sous régime autoritaire ni sous dictature. Mais juste sous la demi-chape de plomb allégé d'un système passablement énervé. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.